

JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

PAR SEMAINE,

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAU, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Git-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 »	6 »
Six mois.	4 25	7 25	11 »
Un an.	8 »	14 »	22 »

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.

(Affranchir.)



JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

PAR SEMAINE,

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAU, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Git-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 »	6 »
Six mois.	4 25	7 25	11 »
Un an.	8 »	14 »	22 »

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.

(Affranchir.)

LE GAMIN DE PARIS

GAITÉ.

DRAPEAU DU PEUPLE: FRATERNITÉ, ÉGALITÉ, LIBERTÉ.

FRANCHISE.

SOMMAIRE.

Traduction de la lettre du prétendant. — Assemblée nationale. — Le cautionnement. — Plus de petits journaux. — La haute police décorée de la Légion-d'Honneur. — Recrut pousse à l'accroissement de la population.

Les Bureaux du Gamin de Paris sont transférés rue du Cadran, 24.

Traduction de la lettre du prétendant.

Louis-Napoléon Bonaparte a eu l'audace ou l'imbécillité d'écrire à la chambre une lettre ainsi conçue :

« Je n'ai pas recherché l'honneur d'être représentant du peuple, parce que je savais les soupçons injustes dont j'étais l'objet. Je rechercherai encore moins le pouvoir. Si le peuple m'impose des devoirs, je les remplirai. Mais je désavoue tous ceux qui me prêteraient des intentions ambitieuses que je n'ai pas. Mon nom est un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire, et ce serait avec la plus vive douleur que je le verrais servir à augmenter les troubles et le déchirement de la patrie. Pour éviter un tel malheur, je resterais plutôt en exil. Je suis prêt à tous les sacrifices pour le bonheur de la France. »

Si Louis-Napoléon-Bonaparte n'est pas un triple niais, voici la traduction de cette lettre :

« Je n'ai pas recherché l'honneur d'être représentant du peuple. Je n'ai pas fait comme vous ; je n'ai pas eu besoin, moi, de poser ma candidature et de faire des professions de foi. Mon nom a été prononcé, et soudain le peuple m'a élu dans quatre départemens. Voyez donc ce que je pourrais faire si je voulais m'en donner la peine. Et ma position maintenant, comme elle est nette ! Je ne me suis engagé à rien. Mais ne craignez pas que je descende en France à la tête d'une armée. »

« Non, j'attendrai que mon armée se soit formée sur le sol même de la patrie, et alors, si le peuple m'impose des devoirs, je les remplirai. Des devoirs quels qu'ils soient, entendez-vous. Le peuple est souverain, il peut élire ses hommes ou son homme, et de donner telle ou telle forme de gouvernement. Je désavoue tous ceux qui me prêteraient des intentions ambitieuses que je n'ai pas. C'est bien assez de celles que j'ai. Mon nom est un symbole d'ordre, de nationalité, de gloire, je ne dis pas de liberté, et je ne voudrais pas qu'il servit à augmenter les troubles et le déchirement de la patrie. Ainsi, mes bons amis, vous êtes dans le pétrin, vous ne pouvez vous le dissimuler, et j'arriverai juste pour vous en retirer. Pour éviter d'augmenter vos déchirements, je resterais plutôt en exil. Vous comprenez : De loin, je continuerais à me faire désirer. Et puis, comme ça, je me pose en martyr, je fais concurrence au prisonnier de Saint-Hélène, et je reste là, menaçant, comme un danger incessant qui vous maintient dans l'inquiétude, et le peuple dans l'agitation. Enfin je gâte vos affaires. Je suis prêt à tous les sacrifices pour le bonheur de la France, pourvu qu'elle m'en récompense. Mon oncle aussi n'a jamais rien fait que pour le bonheur de la France... et vous connaissez son histoire ! »

Peut-être cette lettre ne doit-elle pas être ainsi interprétée. Peut-être a-t-elle été écrite dans toute la simplicité d'un cœur napoléonien. Louis Bonaparte se croit tout bonnement capable d'être Président de la République ; il ne voit pas d'inconvénients à ce que le peuple le nomme, et, sans s'embarrasser de la Constitution, lui qui ne s'est pas présenté comme député, il se présente comme chef de l'État.

Triste héros de Boulogne et de Strasbourg, c'est trop de naïveté. Je suis persuadé que, conseillé par Palmerston et Nicolas, tu vas écrire une lettre de rétractation, ou pour mieux dire de ratification. Cette lettre doit être un *med culpi*. Tu vas dire :

1° Je suis un imbécile ; je l'ai prouvé. C'eût donc été un fardeau déjà bien pesant pour moi que le mandat de représentant.

2° Si j'avais eu les intentions que vous me prêtez, je n'en serais pas moins bête, mais je serais un hypocrite.

3° Soyez certains que j'éviterai toujours de rappeler aux Français qu'à deux reprises j'ai commencé la guerre civile, non pas pour faire triompher des principes républicains, mais dans mon intérêt personnel, et pour qu'on crie : Vive Napoléon II ! Je ferai tous mes efforts pour réparer ces criminelles folies.

Louis Napoléon Bonaparte vient d'adresser à la chambre cette seconde lettre de la République et donne sa démission. L'avenir nous prouvera s'il est sincère et s'il a manqué de jugement plus que de franchise.

Le Gamin à l'Assemblée nationale.

(Séance des 15 et 16 juin.)

Séance du 15.

Pascal Duprat, qui, hier, a demandé la parole pour apostropher la commission, dit qu'il la cède (la parole) à qui voudra.

Une voix. — Tout est donc arrangé entre vous ?

L'assemblée fait la risette.

De Rancé demande la réunion de l'Algérie à la France, Philippe se fichait pas mal de l'Algérie : il écrivait à Clauzel de ne rien faire pour la retenir si elle cherchait à nous échapper.

La République doit penser autrement. Qu'on n'avance pas que l'Algérie n'a pas l'âge de raison nécessaire pour marcher au pas avec nous.

L'Algérie peut se passer de lisières : qu'elle soit seulement sous le bourrelet commun de la loi française.

L'orateur est, d'ailleurs, persuadé que tout le monde pense comme lui, et il est temps de sortir d'un système qui ruine la France en Algérie, et qui n'y a rien fondé. Hâtons-nous, sans quoi le remède arrivera au malade après sa mort.

Recrut, médecin de l'intérieur, croit voir dans ces derniers mots une personnalité et se voile la face.

Cavaignac. — Parbleu ! je sais bien que la situation de l'Algérie n'est pas des plus chouettes ! J'ai déjà fait quelque chose pour c'te colonie. Mais ça ne prouve pas qu'il

faillie que l'Algérie nous envoie un tas de collègues. J'aime pas les Bédouins. Si j'avais à choisir entre l'assimilation et l'abandon, je dirais à l'Algérie : Va te promener, ma fille. (Interruption, murmures.)

Un membre à son voisin. — Entends-tu ? il dit qu'il faudrait plutôt abandonner l'Algérie. C'est une indignité !

Cavaignac. — Je m'explique. J'ai voulu dire qu'il vaudrait mieux abandonner l'Algérie.

Le membre à son voisin. — A la bonne heure ! Il a raison c't'homme.

Cavaignac. — Au reste, si la commission m'appelle dans ses flancs, je lui ferai bien voir que nous devons nous borner à faire des promesses.

Charles Dupin s'est dévoué à cette question, et, après des sueurs que c'est une pitié, il a découvert que tous les gouverneurs de l'Algérie, tous, avaient mérité des bons points. De plus, les soldats français, en Algérie, deviennent instantanément des Romains. C'est l'effet du climat et de la dysenterie.

H. Didier ne demande pas une assimilation complète ; mais il veut qu'on applique à l'Algérie les grands principes de la constitution française.

Cavaignac se renouvelle à la tribune et établit que tout le monde est d'accord, si ce n'est qu'on ne s'entend pas.

Sénart. — Le citoyen Pierre Leroux a la parole.

Différens membres. — Bon, j'vas le voir. Oh ! c'te tête ! Il a l'air d'un bon gros bœuf ! Eh bien ! vrai : je lui croyais la tournure plus canaille que ça.

Avond (le gros). — Il était pourtant sur la liste du nouveau gouvernement.

Portalis. — Je l'attends à la prochaine conspiration. (Clignant de l'œil.) Je sais bien qui le fera coffrer.

Pierre Leroux. — Il faut attaquer la question sous son point de vue général. Tant que vous ne vous occupez que de détails, vous ne faites que de la gnoignotte. Appliquez aux colonies le socialisme.

Billault. — Qu'est-ce que c'est que ce baragouin-là ?

Pierre Leroux. — Vous ne faites rien pour les grands centres d'industrie.

Bac. — Cré chien, c'est vrai.

(Agitation, grouillement.)

Pierre Leroux. — Il n'y a en France que 14 millions d'hommes qui aient le logement assuré.

Plusieurs membres. — Ça ne nous regarde pas ! Quant à moi, je n'ai jamais couché à la belle étoile !

Avond (le gros). — Ainsi, suivant vous, il y aurait des millions de nos compatriotes qui seraient exposés nuitamment à se voir l'entre au clair de la lune, le...

Pierre Leroux. — T'as le nez dessus. Croyez-vous que quand celui qu'a de quoi appeler le mendiant son frère, c'est pas une bourde ?

Les socialistes proposent des remèdes.

Recrut. — Moi aussi.

Pierre Leroux. — Ne vous fichez pas d'eux. Depuis trois mois, vous leur faites des pieds de nez, tas de galopins, que vous êtes. Vous leur faites ça (un geste), et puis encore ça (autre geste).

Si vous n'avez pas le temps d'examiner leurs systèmes, laissez le peuple les essayer.»

(Grouillement général. Des rassemblements se forment dans la chambre. Clément se prépare à faire une sommation.)

Portalis, Landrin et Billault. — C'est un anarchiste, un socialiste, un brigand.

Odilon Barrot. — Il a un blavin rouge, dont il veut faire le drapeau de la chose publique. (Plus bas.) Vive la régence!

Pierre Leroux. — Tâchez un peu, pour voir, d'être des hommes d'Etat.

(L'assemblée se démène: on dirait qu'elle a des fourmis dans les guibolles.)

Plusieurs membres. — Ce socialiste nous mécanise.

Avond (le gros). — Il nous entortille.

Goudchaux. — Citoyens, je viens vous dire le dernier mot de l'humanité: il faut que les ateliers nationaux se donnent de l'air, et voilà!!! Il y a un homme qui a démocratisé les ouvriers.

Plusieurs voix. — Nommez-le!

Goudchaux ne le nomme pas.

Les mêmes voix. — Si tu ne nommes pas celui que tu agonises, t'est un capon.

Goudchaux. — Travaillons nonobstant pour le travail. Le sol que nous foulons est trop mince, j'ai jeté la sonde: gare de là dessous!

Le président lit une lettre de Louis-Napoléon Bonaparte, dans laquelle on perdrait son huile à chercher le mot de république.

Eu revanche, on remarque cette phrase:

« Si le peuple m'impose des devoirs, je les remplirai. »

Toute l'assemblée. — Vive la république! Pleurons une goutte, ça ne fait jamais de mal. C'est un traître, un vil prétendant! Remettons l'affaire à demain.

(Cris, gestes, pleurs, sanglots, baisers, exclamations, interjections, trépignements, gémissements et tout le tremblement.)

Clément Thomas. — Demain, foi de général, nous aurons une grande bataille.

(Le général est pâle comme un pierrot.)

Duclerc. — C'est pas vrai!

La séance est levée. Le grouillement continue.

Séance du 16. — Une heure et demie.

Landrin bavarde le procès-verbal qui est adopté.

Avalanche de pétitions.

Le président. — On ne s'entend pas, faites donc silence, v'là une heure que je préche dans le désert; j'ai l'air de vous communiquer une lettre princière. (Y a pas de prince.) Une lettre de Louis Bonaparte; j'va vous expliquer ma conduite: imaginez-vous qu'à midi on m'a apporté c'te lettre, j'en ai été émerveillé vous le pensez bien, je la regarde, je la retourne, ô surprise! je découvre (mouvement d'attention) qu'elle n'avait pas le cachet de la poste; j'suis habitué aux tours de coquins, j'commence à douter de la lettre... je veux dire de sa véracité. Je m'en suis assuré, et la voici (il lit):

Mon cher président,

J'pleurai de joie d'avoir été l'élu du peuple, ça m'faisait avaler sans peine mes chaînes et trente ans d'exil, la digestion en était déjà faite, quand au moment de manger des fraises en votre honneur (car vous m'avez donné votre voix, sans doute), j'apprends qu'on veut me jeter à l'eau en arrivant à Paris; j'apprends qu'on dit que j'ai donné de l'argent aux électeurs, et que j'en ai reçu de mes amis les anglais. Ma digestion en a été troublée, et je vous écris une lettre malade, mais pour que ça n'arrive plus, comme j'veux dîner tranquille, je donne ma démission.

Une voix. — La démission est-elle acceptée? (À l'unanimité): Oui! oui! (Charivari complet.) Les dames pleurent, elles auraient voulu voir la touche du prince.

De Saint-Romme. — En v'là t'y une audace: on attaque l'élection de m'nami Laissac, et tout ça parce qu'on voulait Genoude. On dit que le gouvernement est intervenu parce qu'il a engagé les officiers, sous peine de destitution, à voter pour lui! En v'là t'y un grief! On dit que Laissac a donné à manger aux électeurs? S'ils avaient faim, les électeurs, fallait donc qu'ils refusent son pain et son fromage! Non, ça n'a pas de bon sens c't'accusation, on va jusqu'à accuser M. le maire! On dit même que M. le curé a dit des messes pour l'élection, si not' curé voulait lui faire un cadeau de messes, est-ce qu'y n'était pas libre? allons avouez représentants qu'y a pas

dans tout ça de quoi fouetter un chat, et à plus forte raison mon cher Laissac.

Espinasse. — Citoyen, l'Hérault est un département républicain comme dix, il aime la France, il aime l'Algérie, il m'aime, il vous aime! il doit donc avoir votre oreille. Oui les élections ont été enlevées à coups de fourchettes et de messes. Voilà de l'immoralité! Des électeurs voulaient entrer dans l'urne, le maire les en a empêchés.

Et vous tas de ministres et de gouapeurs qui m'entendez! sous Louis, notre ex-roi, vous chantiez à tue-tête contre les élections fausses, et v'là qu'aujourd'hui vous les faussez!

Laissac. — Vous dites que j'ai fait quelque chose pour mon élection, c'est faux, je le jure, foi de procureur-général, et si ce n'est pas assez, j'ai encore à vous offrir le serment de mes procureurs de la République. J'suis resté chez moi, je m'suis pas montré et j'ai t'été élu, y a t'y de ma faute; c'est de moi comme Napoléon Louis. Si j'avais montré le bout nez, au lieu de 24,000 j'aurais t'eu 35,000 voix, en voyant mon physique beaucoup auraient voté pour moi.

Larcy. — Je viens aussi assurer que l'élection dont s'agit est tout-à-fait illégale.

Saint-Rome veut parler, on l'envoie au diable.

Plusieurs voix. — L'enquête! l'enquête!

Après épreuve douteuse on ordonne l'enquête.

Bourdon. — Je veux vous parler de l'achat du matériel du chemin de fer de Versailles à Chartres.

Voix nombreuses. — Mais il n'y a pas la moitié des députés présents, c'est honteux!

Une voix. — Les autres sont à la buvette, je demande qu'on la supprime c'te buvette, y a toujours plus de membres qu'ici.

Une voix. — Pour que nous soyons toujours en nombre, je demande qu'il soit permis de boire, manger et fumer dans c'te salle, il ne suffit pas qu'on s'y soit permis de dormir et de dire des bêtises! (Il me semble ouïr un léger murmure du citoyen Avond.)

Boulay (de la Meurthe). — C'est une indignité! (quoi? quoi?) croiriez-vous qu'un méchant sous-commissaire des Vosches vient d'enjoindre au journal du département de ne plus s'occuper de politique, à moins de déposer un cautionnement; nés du pavé des barricades, ces drôles s'imaginent baillonner la presse. (Extrême gauche: qu'on destitue le sous-commissaire.)

M. Bethmont, ministre de la justice. — Mes bons petits représentants, voyons, écoutez-moi bien attentivement et surtout avec docilité; voyons, nous sommes en liberté, mais en liberté illimitée. (Murmures.) Est-ce que vos épouses ne vous ont pas dit, comme la mienne, que cet état de choses ne pouvait pas durer? Faut faire disparaître toutes ces petites feuilles: le *Père Duchêne*, le *Gamin de Paris*, le *Lampion*, etc., etc. C'est insupportable, ils disent que nous faisons des bêtises; c'est mal!... très mal!... N'est-ce pas que c'est mal?

Pour mettre fin à tout ça, je vais proposer un projet de loi sur le cautionnement, vous verrez comme ces feuilles disparaîtront; les démocrates ne sont pas riches allez!

Boulay. — Mais c'est vouloir anéantir la presse!

Durrieu. — Bethmont, tu ne parles pas aujourd'hui, comme tu parlas quelques jours après la révolution, tu te crois donc bien solide? Mais gare à toi, sabre de bois, tu me trouveras sur la brèche, contre ton projet, je t'en f... mon billet! Qu'avons nous donc gagné le 24 février, ne serait-ce que ta personne; en voilà une tête à faire dresser des barricades! (Approbation. Le nez de Bethmont s'allonge.)

Recurt, ministre de l'intérieur. — Citoyens, les mariages sont interrompus depuis quelque temps, une pétition m'a été adressée par un grand nombre de demoiselles et de veuves, il faut engager les célibataires à voler à l'hyménée, c'est si doux l'hyménée.

Je propose donc, afin d'arriver à faire marier ces jeunes cœurs, qui soupirent à convoier, que vous nous autorisiez à mobiliser 20 hommes par 100 célibataires, de 20 à 35 ans, ils seront assujettis aux revues et à des exercices. (Plusieurs célibataires représentants murmurent.)

Après plusieurs assauts des généraux Lamoricière, Cavaignac et Bèdeau, contre l'assimilation de l'Algérie à la France, la séance est levée à 6 heures et demie.

La haute police décorée de la Légion-d'Honneur.

J'ai déjà eu l'agrément de vous conter la visite du commissaire.

Voici celle de la haute police.

Inutile de vous réitérer que j'ai visité l'établissement de Vincennes, où j'ai eu celui de faire la conversation avec un bon gendarme.

Vous savez également que j'ai été pincé et retiré de mes fromages, lors de mon voyage au Havre.

Voilà le pourquoi de la chose: j'avais oublié que j'étais sous la surveillance de la haute police, et qu'il m'était défendu de franchir les gabelous.

Aujourd'hui, entre les zig zonzes heures, on frappe.

— Entrez que je dis.

On entre.

— Coquin! pus que ça de ruban! Et du pain?

— Je suis....

— Touche-là, vieux; t'es un républicain enragé, t'es un rouge.

— Monsieur!

— Citoyen... t'as du toupet; tu te feras mettre dedans.

— C'est moi qui mets les autres....

— Moi, si j'avais comme ça un ruban rouge à la boutonnière, je serais fusillé.

— Monsieur, apprenez que je ne suis pas républicain, anarchiste. Ce que vous voyez, c'est le ruban de la Légion-d'Honneur.

— D'honneur! Eh bien! viens licher un pruneau; j'aime les anciens militaires, c'est mon opinion. Vivent la gloire et la liberté, quand elles peuvent passer par le même chemin!

— Je ne suis pas....

— Bon! t'as des lunettes, t'es un membre de l'Institut. C'est tout de même; je t'invite à déjeuner. Je n'méprise pas un homme parce qu'il est savant, moi, c'est mon caractère.

— Mais....

— Mais je t'avertis que j'te vas poser un tas de questions. Tu dois avoir la sorbonne garnie de réponses. Viens casser une laitue. Tu m'expliqueras pourquoi le bourgeois a des bedaines ridicules. Tu me donneras une recette pour guérir de la rage les gardes nationaux sédentaires. Tu me diras d'où vient l'épidémie qui tue le patriotisme chez l'ouvrier, et lui fait crier: Vive le prince Napoléon! Tu me renseigneras si ça vient de l'Angleterre et de la Russie. Tu dois savoir aussi le moyen de détruire les chenilles et la graine de journaux... Tu...

— Ne me tutoyez pas, anarchiste! Je ne suis ni guerrier, ni savant: je viens voir si vous êtes chez vous.

— Ah! très bien! m'sieur. Bien désolé de n'pas m'y rencontrer. J'aurais eu tant de plaisir à vous dévisager; j'adore le mouchard, c'est mon sentiment.

— Vous n'êtes qu'un polisson!

— Tu n'es qu'un policier!

... ..
Su'ce coup de temps je suis été trouver mon père. Pauvre vieux, que j'y dis, cache-moi ça....

— Quoi?

— C'te décoration d'Austerlitz.

— Pourquoi?

— On te prendra pour un mouchard.

FOUYOU.

Le gérant responsable: LARDET.

Office central pour la vente des Journaux rue du Cadran, 24. Les administrations de journaux trouveront une équipe certaine dans cette centralisation de la publicité.

Paris. — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.